



**PRÉFET  
DE TARN-ET-GARONNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
d'Occitanie**

Unité inter-départementale Tarn-et-Garonne-Lot  
2 quai de Verdun  
82000 Montauban

Montauban, le 26/09/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 10/06/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**LOGITIA**

1527 route du Canal  
82700 Montbartier

Références : JR/2024-0986  
Code AIOT : 0006802618

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/06/2024 dans l'établissement LOGITIA implanté 1527 ROUTE DU CANAL 82700 MONTBARTIER. L'inspection a été annoncée le 04/06/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection réactive fait suite au signalement du 4 juin 2024 par l'exploitant d'une panne du déclenchement automatique du système d'extinction incendie.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- LOGITIA
- 1527 ROUTE DU CANAL 82700 MONTBARTIER
- Code AIOT : 0006802618
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

Le site est un entrepôt de stockage de matières dangereuses, d'agrofournitures, de semences pour les coopératives agricoles du sud-ouest et les fournisseurs de produits du terroir.

Il est classé Seveso seuil haut et dispose d'une autorisation préfectorale d'exploiter mise à jour en dernier lieu par l'arrêté préfectoral complémentaire du 26 octobre 2016.

#### Thèmes de l'inspection :

- Risque incendie

### 2) Constats

#### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

#### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Rapport d'incident	Arrêté Préfectoral du 21/11/2009, article 1.1.4	Demande de justificatif à l'exploitant	30 jours
2	Opérations d'entretien et de maintenance - Détection incendie	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 6.7.1	Demande de justificatif à l'exploitant	30 jours
3	Opérations d'entretien et de maintenance - RIA	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 6.7.1	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	30 jours
4	Comportement au feu des bâtiments - Local de charge	Arrêté Ministériel du 25/05/2000, article 2.4.1.	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	30 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a été motivée par le signalement d'un incident sur le système d'extinction automatique. Le dysfonctionnement a été corrigé dès le lendemain et avant le déplacement sur site, qui a été maintenu. L'analyse des rapports de contrôle de maintenance révèle des recommandations ou le signalement de non-conformités, pour lesquelles l'exploitant doit justifier des actions correctives mises en œuvre.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Rapport d'incident

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/11/2009, article 1.1.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Rapport d'incident
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant est tenu à déclarer "dans les meilleurs délais" à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'Environnement.

Un registre rassemblant l'ensemble des déclarations faites au titre du présent point est tenu à jour et mis à disposition de l'inspection des installations classées.

L'exploitant détermine ensuite les mesures envisagées pour éviter son renouvellement compte tenu de l'analyse des causes et des circonstances de l'accident, et les confirme dans un document transmis dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées, sauf décision contraire de celle-ci. Sauf exception dûment justifiée, en particulier pour des raisons de sécurité, il est interdit de modifier en quoi que ce soit l'état des installations où a eu lieu l'accident tant que l'inspecteur des installations classées n'en a pas donné son accord et s'il y a lieu après autorisation de l'autorité judiciaire.

#### **Constats :**

Le 4 juin 2024, l'exploitant a informé par courriel l'inspection d'une panne sur la fonction automatique du système d'extinction, détectée le jour même lors d'opérations de maintenance semestrielles réalisées en présence conjointe des prestataires chargés de la détection incendie (Société SIEMENS) et de l'extinction (Société AXIMA).

L'exploitant indique dans ce courriel que la détection et le système d'extinction restent pleinement opérationnels, la fonction de déclenchement automatique étant la seule défaillante. Il annonce qu'un gardien sera présent sur site la nuit et week-end jusqu'à la résolution de cette défaillance.

La société INTERSECURITE a été mandatée afin qu'un rondier soit toujours présent sur site la nuit, à partir de 17h .

Le 5 juin, l'exploitant a annoncé à l'inspection la résolution complète de la panne, après l'intervention de son prestataire, qui a démonté, nettoyé et remonté l'électrovanne gérant le déclenchement automatique. Un élément de type "boulette de rouille" qui bloquait le piston a été identifié et extrait.

Deux essais consécutifs ont été réalisés (sur 2 zones différentes) et se sont avérés concluants. Le système d'extinction incendie fonctionne à nouveau normalement à compter de cette date.

L'inspection a demandé en séance à l'exploitant la transmission dans les meilleurs délais d'un rapport d'incident analysant les causes de l'incident et les mesures à prendre pour éviter qu'il ne se reproduise.

Ce rapport a été transmis par courriel le 14 juin 2024.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'inspection demande à l'exploitant de lui transmettre une facture attestant du gardiennage du site lors de l'indisponibilité de l'extinction automatique.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 30 jours

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 6.7.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, maîtrise d'exploitation
<b>Prescription contrôlée :</b>  [...] Des procédures et des instructions sont mises en œuvre pour permettre la maîtrise des procédés et l'exploitation des installations en sécurité. Les phases de mise à l'arrêt et de démarrage des installations, d'arrêt, de même que les opérations d'entretien et de maintenance, même sous-traitées, font l'objet de telles procédures. [...] Pour chaque équipement identifié, en application des actions mises en œuvre pour maîtriser les risques liés au vieillissement et à la corrosion, les résultats des contrôles et les suites données à ces contrôles sont tracés, notamment les mesures prises pour faire face aux problèmes identifiés ainsi que les interventions éventuellement menées. [...]  <b>Constats :</b>  L'exploitant a présenté en séance le dernier rapport de maintenance semestrielle préventive de la détection incendie, réalisée par la société SIEMENS le 4 janvier 2024, et portant sur 50% de l'installation. L'inspection constate que ce rapport fait état de plusieurs observations et constats concernant : <ul style="list-style-type: none"> <li>• l'ajout souhaitable d'un déclencheur manuel au niveau de l'issue de secours des cellules 1 et 2 ;</li> <li>• l'opportunité de protéger le local technique attenant à la cellule 2 avec un détecteur de fumée et un déclencheur manuel ;</li> <li>• la fermeture partielle de deux portes coupe-feu.</li> </ul>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'inspection demande à l'exploitant de lui justifier des actions correctives mises en œuvre suite aux constats.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 30 jours

**N° 3 : Opérations d'entretien et de maintenance - RIA**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 6.7.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, maîtrise d'exploitation
<b>Prescription contrôlée :</b>

[...]

Des procédures et des instructions sont mises en œuvre pour permettre la maîtrise des procédés et l'exploitation des installations en sécurité. Les phases de mise à l'arrêt et de démarrage des installations, d'arrêt, de même que les opérations d'entretien et de maintenance, même sous-traitées, font l'objet de telles procédures.

[...]

Pour chaque équipement identifié, en application des actions mises en œuvre pour maîtriser les risques liés au vieillissement et à la corrosion, les résultats des contrôles et les suites données à ces contrôles sont tracés, notamment les mesures prises pour faire face aux problèmes identifiés ainsi que les interventions éventuellement menées.

[...]

#### Constats :

L'exploitant a présenté le rapport de vérification annuelle et quinquennale des robinets d'incendie armés (RIA), réalisée du 23 au 26 octobre 2023 par la société DESAUTEL. Ce rapport fait état de plusieurs anomalies, concernant notamment :

- le RIA N°2 de la cellule 4, pour lequel le proportionneur est fuyard et avec une canule qui n'aspire pas ;
- les RIA n°18 et 5, qui présentent une fuite d'eau ;
- les RIA n°13 et 15, dont le remplacement est proposé du fait de leur oxydation ;
- le câble d'alimentation du surpresseur incendie, qui n'est pas CR1 (anti-feu) ;
- le disjoncteur non repris en amont du tableau général basse tension (TGBT), avec une courbe C et non D comme préconisé.

L'exploitant explique avoir sollicité des devis pour lever les non-conformités.

Il indique que les RIA restent fonctionnels. Néanmoins, le RIA n° 2 est opéré sans émulseur, et nécessite l'ouverture manuelle d'une vanne. L'inspection constate que le signalement de la fuite ainsi que la procédure d'ouverture manuelle de la vanne d'alimentation sont affichés de manière visible sur le RIA.

L'exploitant précise disposer en stock sur son site du disjoncteur en courbe D préconisé, qui devrait être installé dès que possible.

#### Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit justifier à l'inspection des suites données aux constats et des travaux réalisés pour lever les observations du rapport.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 30 jours

#### N° 4 : Comportement au feu des bâtiments - Local de charge

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 25/05/2000, article 2.4.1.

**Thème(s) :** Risques accidentels, Incendie

**Prescription contrôlée :**

<p>Les locaux abritant l'installation doivent présenter les caractéristiques de réaction et de résistance au feu minimales suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- murs et planchers hauts coupe-feu de degré 2 heures</li> </ul> <p>[...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection constate l'absence de calfeutrement des passages des câbles électriques au travers du mur du local de charge.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'inspection demande à l'exploitant de procéder aux travaux de calfeutrement du passage de câbles afin de garantir le caractère coupe-feu de degré 2 heures des murs du local de charge.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 30 jours</p>